



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/33/120
12 juin 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 12 de la liste préliminaire*

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Assistance à Sao Tomé-et Príncipe

Rapport du Secrétaire général

1. Dans sa résolution 32/96 du 13 décembre 1977, relative à l'assistance à Sao Tomé-et-Príncipe, l'Assemblée générale a notamment prié le Secrétaire général :
a) de poursuivre ses efforts en vue de mobiliser l'assistance financière, technique et économique de la communauté internationale pour répondre aux besoins à court et à long terme du pays et b) de faire rapport à l'Assemblée lors de sa trente-troisième session sur la mise en oeuvre de cette résolution. En conséquence, le Secrétaire général a envoyé une mission à Sao Tomé-et-Príncipe, afin qu'elle procède à des consultations avec le gouvernement sur les besoins urgents et détermine les problèmes économiques auxquels le pays fait face.

2. Le rapport de la mission, que l'on trouvera ci-joint, définit divers projets de développement nécessaires pour encourager le développement social et économique de Sao Tomé-et-Príncipe et répondre à ses difficultés économiques actuelles. Le Secrétaire général portera le programme d'assistance recommandé à l'attention de tous les Etats Membres et des institutions internationales intéressées pour leur demander un soutien financier.

* A/33/50/Rev.1

ANNEXE

Assistance à Sao Tomé-et-Principe
(28 mars-4 avril 1978)

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
I. INTRODUCTION	1 - 11	2
A. Désignation de la mission	3 - 5	3
B. Programme de la mission	6 - 9	3
C. Remerciements	10 - 11	4
II. DESCRIPTION GENERALE	12 - 34	5
A. La situation au moment de l'indépendance	12 - 24	5
B. Evolution de la situation depuis l'indépendance	25 - 31	7
C. Politique de développement	32 - 34	9
III. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET ASSISTANCE RECOMMANDES PAR LA MISSION	35 - 69	10
A. Agriculture, élevage et pêche	37 - 40	11
B. Industrie	41 - 43	12
C. Ressources minérales et autres ressources naturelles	44 - 46	14
D. Transports	47 - 50	15
E. Education et formation	51 - 53	17
F. Services médicaux	54 - 60	18
G. Développement social	61 - 65	20
H. Logement et développement urbain	66 - 69	20
Appendice. Projets figurant dans le programme pour lequel une assistance est recommandée		22

/...

I. INTRODUCTION

Résolutions 31/187 et 32/96 de l'Assemblée générale

1. Dans sa résolution 31/187, en date du 21 décembre 1976, l'Assemblée générale a lancé un appel pressant aux Etats Membres ainsi qu'aux institutions internationales intéressées pour leur demander d'aider le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe à créer les infrastructures sociales et économiques indispensables au bien-être de la population. Elle a prié le Secrétaire général de mobiliser l'assistance de la communauté internationale en vue de répondre aux besoins de développement à court et à long terme de ce pays. Le Secrétaire général a rendu compte à l'Assemblée générale, lors de sa trente-deuxième session, des mesures prises à cet égard (A/32/220). La liste, établie par le gouvernement, des besoins du pays à ce moment-là figurait dans un additif à ce rapport (A/33/220/Add.1).

2. L'Assemblée générale, au cours de sa trente-deuxième session, a de nouveau examiné la situation de Sao Tomé-et-Principe. Notant que l'appel lancé dans la résolution 31/187 n'avait pas trouvé jusqu'alors la réponse souhaitée, l'Assemblée générale a adopté le 13 décembre 1977 sa résolution 32/96. Dans cette résolution, l'Assemblée renouvelait l'appel lancé dans la résolution 31/187 et priait le Secrétaire général :

"a) De poursuivre ses efforts en vue de mobiliser l'assistance financière, technique et économique de la communauté internationale, en particulier celle des pays développés et des organismes compétents des Nations Unies, pour répondre aux besoins à court et à long terme de Sao Tomé-et-Principe;

b) De veiller à ce que des dispositions financières et budgétaires appropriées soient prises pour poursuivre la mobilisation des ressources et pour coordonner le programme international d'assistance à Sao Tomé-et-Principe;

c) D'envoyer une mission spéciale à Sao Tomé-et-Principe en vue de poursuivre les consultations avec le gouvernement sur les besoins urgents et pour déterminer les problèmes économiques auxquels le pays fait face, et d'assurer que le rapport de la mission paraisse en temps voulu pour permettre au Conseil économique et social d'examiner la question à sa soixante-cinquième session;

d) D'assurer que le rapport de la mission spéciale soit distribué à tous les Etats Membres ainsi qu'à toutes les organisations régionales et internationales intéressées, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance;

e) De suivre constamment la situation à Sao Tomé-et-Principe et de maintenir une liaison étroite avec les Etats Membres, les organisations régionales et les autres organisations intergouvernementales, les institutions spécialisées et les institutions financières internationales, et de faire rapport, sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa trente-troisième session."

/...

A. Désignation de la mission

3. Conformément à la résolution 32/96, le Secrétaire général a pris des dispositions pour qu'une mission se rende à Sao Tomé-et-Principe. La mission avait pour mandat i) de consulter le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe sur ses programmes et projets spécifiques pour répondre aux difficultés actuelles du pays et encourager son développement économique, ii) d'évaluer l'assistance extérieure nécessaire pour la mise en oeuvre de ces programmes et projets, et iii) de recommander un programme d'action pour l'assistance de la communauté internationale.

4. Les travaux de la mission se sont déroulés sous la direction générale du Cabinet du Sous-Secrétaire général aux questions politiques spéciales. La mission était composée de M. James Ilett (planification économique; chef du groupe); Mme Sheila M. Pearson (affaires économiques), M. Jakov Z. Bradonovic (transports) et M. Robert Giraudon (géologie et mines), qui appartiennent tous au Département des affaires économiques et sociales; de M. Jean Cajuste (agriculture), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et de M. Ivan de Pierpont (industrie), de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

5. M. Boukari Djobo, représentant résident du PNUD au Gabon, qui est responsable du programme du PNUD à Sao Tomé-et-Principe, a accompagné la mission. Mlle Daisie King a assumé les fonctions de secrétaire de la mission.

B. Programme de la mission

6. La mission est arrivée à Sao Tomé le 28 mars et en est partie le 4 avril 1978. Au cours de son voyage vers l'Afrique, le chef du groupe s'était arrêté à Genève pour consulter de hauts fonctionnaires de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), et à Rome où il a eu des consultations avec de hauts fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et du Programme alimentaire mondial (PAM).

7. Au début de ses travaux, la mission a assisté à une réunion présidée par le Ministre des affaires étrangères. Elle a également tenu une première réunion avec une commission de hauts fonctionnaires gouvernementaux, suivie de nombreuses réunions de travail au cours desquelles les différents membres de la mission ont pu rencontrer des fonctionnaires de divers départements. La mission a visité deux grandes plantations et diverses autres installations, et quatre membres de la mission ont fait un bref séjour dans l'île de Principe.

8. Le gouvernement avait établi pour la mission un rapport sur la situation économique et sociale du pays, qui comportait des propositions de projets spécifiques pour lesquels une assistance est nécessaire. C'est ce rapport qui a servi de document de travail de base pour les discussions entre la mission et les fonctionnaires gouvernementaux. A l'issue de ses travaux, la mission a débattu ses conclusions et ses propositions avec le Ministre des affaires étrangères et d'autres hauts fonctionnaires du gouvernement.

/...

9. La mission a été reçue avant son départ par le Premier Ministre, qui s'est entretenu avec elle de questions se rapportant à ses travaux.

C. Remerciements

10. La mission souhaite marquer combien elle a apprécié l'esprit de coopération que lui a témoigné le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe. Tous les préparatifs qui avaient été faits à l'avance et la participation active de représentants gouvernementaux aux débats ont grandement facilité le travail de la mission.

11. Il faut également noter le concours apporté par M. Alioune Max Diaw, représentant du PNUD et du PAM à Sao Tomé-et-Principe, et par ses collaborateurs, ainsi que par des conseillers et experts du système des Nations Unies en poste dans le pays. Les dispositions efficaces prises par M. Diaw, notamment une réunion avec le corps diplomatique, ont beaucoup aidé la mission dans ses travaux.

/...

II. DESCRIPTION GENERALE

A. La situation au moment de l'indépendance

12. La République démocratique de Sao Tomé-et-Principe se compose de deux îles principales et de plusieurs petits îlots. La superficie totale est d'environ 1 000 km², la superficie de Sao Tomé étant approximativement de 860 km² et celle de Principe de 140 km². La population compte 80 000 habitants, dont 75 000 environ vivent dans l'île de Sao Tomé. Les deux îles sont d'origine volcanique, le relief est vallonné et par endroits montagneux; ces zones sont en grande partie couvertes de forêts et difficiles d'accès. Le sol des îles est généralement fertile.

13. Les îles sont situées au niveau de l'équateur, à environ 300 km à l'ouest du Gabon, et leur climat peut dans l'ensemble être considéré comme tropical humide, bien qu'il y ait des variations marquées d'une région à une autre. Les précipitations annuelles varient de normales à abondantes, c'est-à-dire de moins d'un mètre au nord de Sao Tomé à plusieurs mètres dans le sud. Les pluies sont principalement réparties sur deux saisons, pendant six ou sept mois de l'année, mais le taux de ruissellement est limité par une végétation luxuriante. L'agriculture repose en quasi-totalité sur les cultures pluviales, et l'érosion n'est nulle part un problème majeur.

14. L'économie se caractérise essentiellement par l'agriculture des grandes plantations. La principale culture est le cacao, et la variété cultivée produit un fruit de première qualité. Les autres cultures d'exportation, qui sont beaucoup moins importantes, sont le coprah, le palmier à huile et le café. Les plantations, qui avant l'indépendance étaient pratiquement toutes aux mains de sociétés étrangères, produisaient surtout des cultures destinées à l'exportation. Il y avait quelques cultures vivrières, essentiellement des bananes, pour les employés des plantations. De plus, les plantations occupaient la majeure partie de la zone cultivée; neuf sociétés possédaient jusqu'à 73 p. 100 des terres. La superficie des îles consacrée aux cultures vivrières pour la consommation locale était très limitée, et il s'agissait le plus souvent d'une agriculture de subsistance rudimentaire. Les principaux produits étaient, et sont toujours, les fruits de l'arbre à pain, les bananes, l'huile de palme et, en quantités moindres, le maïs et le manioc.

15. Le pays s'est donc trouvé largement tributaire des importations alimentaires, malgré la fertilité de son sol et les précipitations abondantes, et malgré le fait que d'importantes superficies n'étaient pas encore cultivées, l'économie dépendait donc très fortement des échanges monétaires. Le niveau de vie réel atteint dans ces conditions était modeste. Par exemple, le niveau nutritionnel moyen en 1974 et en 1975, d'après une étude de la FAO, ne fournissait que 75 p. 100 des calories nécessaires et 50 p. 100 des protéines. De plus, l'état rudimentaire de l'habitat, de l'hygiène et des services est évident pour tout observateur.

16. L'industrie est un élément mineur, car elle se limite pratiquement à la production de bières et de boissons non alcoolisées, à quelques scieries et ateliers de menuiserie, à l'extraction de l'huile de palme et à quelques fabriques

/...

de savon, et autres transformations primaires de produits agricoles. La production de briques a commencé de façon modeste. Les ressources minérales connues sont très limitées. Cependant, contrairement aux estimations géologiques, il y aurait des indices de gisements pétrolifères suffisamment importants pour justifier des forages de prospection, qui ont été réalisés récemment.

17. En ce qui concerne l'infrastructure matérielle, dans les deux tiers de l'île de Sao Tomé - la partie nord du pays - les routes sont étroites et sinueuses mais en bon état. La ville de Sao Tomé (population d'environ 20 000 habitants) a de nombreux édifices à usage résidentiel et commercial bien construits, un établissement d'enseignement secondaire moderne et un aéroport qui peut recevoir des avions moyen courrier. Sauf ces cas précis, la majeure partie de l'infrastructure dans le pays tout entier est insuffisante, sur le plan quantitatif ou qualitatif, ou sur les deux à la fois. L'unique bassin du port de Sao Tomé a une profondeur de trois mètres seulement, et les navires doivent donc s'ancrer au large et décharger à l'aide d'embarcations plus légères. Il y a une seule liaison téléphonique avec l'extérieur, par Lisbonne - tout ceci pour un pays qui dépend de façon écrasante d'un marché international des matières premières concurrentiel et changeant. Les écoles primaires doivent fonctionner avec trois groupes d'élèves par jour, et les bâtiments des services de santé sont pour la plupart vétustes et très mal équipés.

18. Le développement technologique a été généralement très faible dans presque toutes les branches de l'économie. Ceci s'applique même au secteur vital des plantations de cacao. Il semble qu'il n'y ait eu aucun programme de développement coopératif de la production de cacao. Chaque plantation fonctionnait de façon autonome. La mission croit savoir que les tentatives isolées effectuées il y a quelques années dans plusieurs plantations pour produire des variétés hybrides n'ont pas été couronnées de succès, car les variétés introduites poussaient bien mais produisaient peu de cacao. En outre, la plupart des ateliers et autres installations visités par la mission avaient des équipements techniques dignes du XIXe siècle.

19. De plus, il est manifeste pour la mission qu'une grande part des équipements du pays n'étaient pas seulement vétustes mais pratiquement hors d'usage. De toute évidence, le désinvestissement provoqué par le non-renouvellement et le manque d'entretien du matériel a été la règle pendant de nombreuses années. Ses conséquences sont maintenant particulièrement sensibles en raison du manque de pièces détachées pour maintenir en état de fonctionnement les machines et les véhicules usagés.

20. L'infrastructure administrative, c'est-à-dire les services publics et les autres secteurs, laissent également à désirer. Les méthodes de travail héritées du passé étaient lourdes et lentes. Le gouvernement lui-même a d'ailleurs dit de l'administration dont il a hérité qu'elle revêtait un caractère qu'on pouvait qualifier de "sclérosant" (voir A/32/220/Add.1, appendice, p. 7).

/...

21. Ainsi, ce pays indépendant depuis peu a hérité d'un patrimoine qui non seulement était incapable de fournir aux citoyens un niveau de vie convenable, mais également n'avait pas été entretenu de façon suffisante même pour se maintenir à ce stade peu satisfaisant et ne constituait en aucun cas une base de départ pour lancer un véritable programme de développement.

22. Une réorganisation fondamentale s'imposait donc. Il était également indispensable de créer les nouvelles institutions dont un Etat indépendant a besoin. Dans l'intervalle, il fallait que l'économie continue à fonctionner, en particulier les plantations, pendant que les structures préparatoires du développement étaient mises en place.

23. La difficulté de réaliser des progrès dans cette situation a été encore aggravée par le manque dans tous les domaines et à tous les niveaux, sauf à un niveau très élémentaire, de techniciens expérimentés originaires de Sao Tomé-et-Principe. Le gouvernement a expliqué à la mission que, après le départ massif des Portugais en 1975, il avait eu des difficultés à prendre en main le contrôle effectif de l'économie, car auparavant tous les postes de responsabilité étaient occupés par un personnel portugais. La présence portugaise dans les îles avait duré plus de 500 ans.

24. L'ensemble des facteurs suivants - éducation limitée et manque de formation technique, situation géographique des îles, et moyens de communication insuffisants orientés jusqu'ici vers la puissance métropolitaine - a créé un sentiment général d'isolement. L'isolement n'est pas seulement physique, il est aussi culturel, et il s'agit également d'un problème d'information technique et commerciale.

B. Evolution de la situation depuis l'indépendance

25. Les difficultés de gestion des plantations après le départ subi du personnel d'encadrement portugais ont provoqué une chute brutale de la production du cacao, de la noix de coco, de l'huile de palme et du café. Le volume des exportations de cacao est tombé de 9 784 tonnes en 1974 à 5 188 tonnes en 1975. Avec la chute de la production et des exportations de cacao, les recettes en devises ont baissé et les réserves monétaires sont tombées à un niveau extrêmement bas. La plupart des plantations sont devenues des entreprises d'Etat et des comités de gestion ont été créés. La production des quatre cultures a commencé à remonter et en 1977 la production de cacao dépassait largement 7 000 tonnes, regagnant ainsi environ la moitié du terrain perdu. De plus, en 1977, le prix du cacao sur le marché international, bien qu'en baisse à la fin de l'année, avait doublé par rapport à 1976 et triplé par rapport à 1975.

26. Les importations ont dû être strictement contrôlées et le sont toujours. En fait, le pays avait en 1977 une balance commerciale favorable, mais ceci en partie au prix de nombreuses pénuries de marchandises importées.

27. Depuis qu'elle est devenue indépendante, la République a déjà reçu une aide internationale d'origine multilatérale et bilatérale. L'élément le plus important

/...

a été un prêt "souple" de 10 millions de dollars E.-U. a/ accordé par la Banque arabe pour le développement économique de l'Afrique. Le total des autres aides reçues en espèces et en nature atteindrait l'équivalent d'environ quatre millions de dollars E.-U. De plus, le pays a bénéficié d'une coopération technique importante, en particulier pour l'agriculture, l'éducation et les services de santé.

28. En raison de cette aide, associée à un contrôle rigoureux des importations et à une amélioration de la production de cacao, le pays avait, en 1976, une balance des paiements légèrement excédentaire. Les réserves de devises ont à nouveau augmenté par rapport au niveau critique atteint peu de temps après l'indépendance.

29. Les dépenses ordinaires du gouvernement ont été soumises à un contrôle tel que leur augmentation a été très modérée. Le total des dépenses pour 1977 était de 152 millions de dobras (4,1 millions de dollars). Grâce à cette politique de limitation des dépenses, liée à des mesures pour accroître les recettes fiscales, il y a eu en 1976 un excédent des recettes par rapport aux dépenses courantes, et un excédent encore plus important en 1977. Celui-ci est affecté au financement du programme d'investissement de l'Etat pour l'année suivante.

30. Cette marge modeste de réserves financières que le pays possède actuellement est cependant infime comparée aux besoins. La mission considère qu'il ne serait pas excessif d'envisager un investissement annuel de l'ordre de 10 millions de dollars, au moins pendant la prochaine décennie, pour remplacer les installations vétustes et hors d'usage et pour répondre aux besoins d'une population en expansion et assurer une croissance modeste du revenu par habitant. Une partie de cet investissement sera sans aucun doute fournie par accumulation interne de capital, mais le volume en est de toute évidence limité. Le processus de développement requiert presque invariablement un accroissement du budget ordinaire du gouvernement qui doit être beaucoup plus important, au moins dans une phase initiale, que l'augmentation du revenu national. Il faut donc s'attendre à ce que Sao Tomé-et-Principe ait de plus en plus de difficultés à financer le développement à partir d'un excédent du budget ordinaire. Une part importante de l'investissement nécessaire devra certainement être fournie par des sources extérieures.

31. Dans ces conditions, les modestes réserves existantes ne constituent en fait que le minimum dont le pays aura besoin du point de vue de ses ressources propres pour utiliser de façon efficace l'aide extérieure.

a/ Dans le présent rapport, les sommes exprimées en dollars des Etats-Unis, qui étaient exprimées à l'origine en dobras de Sao Tomé-et-Principe, ont été converties au taux de 37 dobras pour un dollar E.-U.

C. Politique de développement

32. Le gouvernement pour l'instant n'a pas établi de plan de développement, mais il a informé la mission qu'un plan serait prêt en 1979 ou 1980. En attendant, la mission croit savoir que les objectifs prioritaires du gouvernement sont d'accroître le revenu national en augmentant la production, de valoriser le revenu en améliorant sa répartition, de rendre le pays moins tributaire des importations de produits alimentaires en diversifiant la production agricole et d'assurer le plein emploi. Ces objectifs étant définis, il y a des propositions spécifiques de développement dans plusieurs secteurs, en particulier pour l'agriculture et l'élevage, pour les pêcheries, l'industrie manufacturière, les transports et autres infrastructures, pour l'éducation et la formation, la santé et le logement.

33. Dans certains cas, l'aide extérieure a déjà été obtenue ou du moins a été fermement promise ou offerte. Ces cas avaient été pris en considération dans le rapport de base préparé par le gouvernement pour les discussions avec la mission sur l'évaluation des besoins. Ce rapport avait également tenu compte des besoins énumérés par le gouvernement en 1977 et dont la liste a été donnée dans le rapport du Secrétaire général (A/32/220).

34. Le programme de développement et l'assistance recommandés par la mission sont décrits dans la section III ci-après.

/...

III. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT ET ASSISTANCE RECOMMANDES PAR LA MISSION

35. Le montant global de l'assistance requise pour le programme recommandé par la mission est de 21 385 000 dollars. Certains des projets compris dans le programme nécessiteront également des apports de coopération technique, c'est-à-dire soit du personnel, soit des bourses de formation, soit les deux. Outre les bourses d'études liées à des projets spécifiques, le pays aura besoin pendant de nombreuses années, sur une base continue et plus générale, de bourses portant sur de nombreux domaines; la répartition par secteurs de cette assistance est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1

Répartition de l'assistance entre les différents secteurs

	Dépenses d'équi- pement et de <u>fonctionnement</u>	Personnel de coopération <u>technique</u>	Bourses de <u>formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
Agriculture, sylviculture et pêche	1 275	254	60
Industrie	2 650	253	36
Ressources minérales et autres ressources naturelles	1 200	45	-
Transports	11 855	96	189
Education et formation	1 275	432	-
Santé	1 300	-	-
Développement social	280	-	-
Logement et urbanification	1 550	42	-
	<u>21 385</u>	<u>1 122</u>	<u>285</u>

36. Les paragraphes qui suivent contiennent une brève description de la teneur du programme dans chaque secteur. L'appendice I au présent rapport contient une description de chaque projet. Dans certains cas, les coûts qui sont indiqués pour les projets concernent seulement la phase préparatoire et des sommes plus importantes seront nécessaires au stade de l'exécution. Ce fait est indiqué dans la description des projets.

/...

A. Agriculture, élevage et pêche

37. Les problèmes posés par l'agriculture à Sao Tomé-et-Principe et les possibilités de développement ont déjà beaucoup retenu l'attention de la communauté internationale et suscité une assistance importante. Les études réalisées par la FAO et par d'autres organisations, tant multilatérales que bilatérales, portaient sur la situation générale de l'agriculture et plus précisément sur la culture du cacao, de la noix de coco, du palmier à huile, de la banane et d'autres fruits, ainsi que sur l'élevage. L'assistance déjà fournie intéressait la réforme et la réorganisation agraires, la culture du riz, du maïs et du tabac, l'élevage de la volaille et la pêche. En ce qui concerne le cacao, le gouvernement a informé la mission que la Banque africaine de développement avait offert d'aider à financer un projet très important de remise en valeur des plantations. La Communauté économique européenne a accepté de participer au financement d'un projet de développement des plantations de cocotiers et de palmiers à huile et des industries de traitement s'y rapportant, notamment la production d'aliments pour le bétail.

38. Les aspects de l'agriculture dont on s'est occupé le plus activement entrent donc dans le cadre de deux des objectifs prioritaires du gouvernement, à savoir l'augmentation du revenu national et la réduction de la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires. Le gouvernement a déclaré à la mission qu'il avait l'intention d'étudier toutes les données contenues dans diverses études et recommandations pour élaborer un programme de développement de l'agriculture et de l'élevage. Entre-temps, un certain nombre de projets spécifiques ont déjà été choisis pour être exécutés en priorité. Il s'agit soit de projets qui devront de toute façon être élargis, soit de projets qui contribueront à la planification du développement futur. Ces projets sont évidemment prévus en sus des projets qui sont déjà en voie de réalisation ou pour lesquels une assistance a déjà été promise au gouvernement.

39. Dans tous les cas, l'organisation responsable en dernier ressort sera le Ministère de l'agriculture. La mission croit comprendre que, dans l'avenir immédiat, l'intention du gouvernement est de confier les pouvoirs d'exécution à des organismes publics. On envisage donc d'augmenter le volume de la production vivrière destinée au marché local essentiellement grâce à l'exploitation des plantations plutôt qu'au moyen d'un service de vulgarisation agricole visant les petits cultivateurs.

40. Les projets pour lesquels le gouvernement a demandé une assistance et qui sont recommandés par la mission sont indiqués dans le tableau 2 ci-après.

/...

Tableau 2

Agriculture, sylviculture et pêche

	<u>Dépenses d'équi- pement et de fonctionnement</u>	<u>Personnel de coopération technique</u>	<u>Bourses de formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
A-1 Bananeraies pilotes	420	39	12
A-2 Développement de l'élevage .	110	54	24
A-3 Recensement agricole	20	15	-
A-4 Inventaire des ressources forestières	80	60	24
A-5 Développement de la pêche ..	25	38	-
A-6 Motorisation des bateaux de pêche	620	48	-
	<u>1 275</u>	<u>254</u>	<u>60</u>

B. Industrie

41. En ce qui concerne le développement industriel, le gouvernement a pour objectif de créer un certain nombre d'usines agro-industrielles, tant pour répondre aux besoins locaux que pour y traiter les produits d'exportation de manière à en augmenter la valeur. La mission croit comprendre que le gouvernement a l'intention que ces usines soient des entreprises publiques. Toutefois, l'industrie manufacturière est pratiquement inexistante et les habitants ont par conséquent très peu d'expérience en matière d'activités industrielles à quelque niveau que ce soit : gestion, organisation technique ou production. Le pays aura donc besoin d'une assistance extérieure non seulement pour financer les projets industriels mais également pour les élaborer, pour en surveiller l'installation, et pour les faire fonctionner.

42. L'assistance fournie jusqu'ici a surtout consisté en services de consultants engagés pour des périodes de courte durée, dont le mandat était limité et qui n'avaient pas la possibilité de participer activement à l'exécution des projets qu'ils étudiaient. Le gouvernement estime que cette forme d'assistance est peu commode, chère, et même décevante, quand il s'agit d'un programme qui comprend un certain nombre de petites unités.

/...

43. La mission estime par conséquent que la meilleure façon de fournir une assistance au développement industriel serait a) de créer le cadre institutionnel nécessaire à la promotion et à la gestion des projets industriels, et en même temps b) de choisir certains projets industriels spécifiques qui nécessitent une assistance et dont l'utilité semble déjà largement justifiée. Les projets industriels dont l'inclusion dans le programme est recommandée sont énumérés dans le tableau 3.

Tableau 3

Projets industriels dont l'inclusion dans le programme est recommandée

	<u>Dépenses d'équi- pement et de fonctionnement</u>	<u>Personnel de coopération technique</u>	<u>Bourses de formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
I-1 Groupe de développement industriel	38	84	36
I-2 Zone industrielle	400 <u>a/</u>	4	
I-3 Réseau national d'entretien et de réparation	2 000	138	-
I-4 Usine de fabrication de briques, de tuiles et de céramique	200	21	-
I-5 Amélioration du sciage et de l'utilisation du bois	12 <u>b/</u>	6	-
Total	<u>2 650</u>	<u>253</u>	<u>36</u>

a/ Pour l'aménagement du terrain uniquement, à l'exclusion des bâtiments d'usine. Les constructions industrielles nécessiteront des capitaux supplémentaires, mais le montant n'en est pas encore connu.

b/ Pour les expériences et les essais initiaux uniquement. Des investissements beaucoup plus importants pour le matériel de sciage et de séchage pourront être nécessaires.

C. Ressources minérales et autres ressources naturelles

44. A l'exception de signes de l'existence possible de gisements pétrolifères, de la présence de quelques poches d'argile pouvant servir à la fabrication d'articles de céramique et de la présence possible de pyrites, on ne sait pratiquement rien sur les ressources minérales de Sao Tomé-et-Principe. Bien qu'il n'y ait aucune raison de penser qu'il s'y trouve d'importants gisements métallifères, il serait néanmoins intéressant de pouvoir évaluer le potentiel minéral des îles. Il faudra également étudier les autres ressources naturelles, et surtout les ressources en eau.

45. L'étude des ressources minérales et des autres ressources naturelles des îles devrait être réalisée dans le cadre d'un programme systématique. La première étape, qui est fondamentale, consisterait à mettre à jour les renseignements topographiques et géologiques. Il serait alors possible d'entreprendre des travaux systématiques de prospection des minéraux et également d'étudier les ressources hydrauliques. Entre-temps, le gouvernement souhaite faire redémarrer les travaux de prospection du pétrole.

46. Les projets relatifs au développement des ressources minérales et des ressources naturelles compris dans le programme sont indiqués dans le tableau 4.

Tableau 4

Ressources minérales et autres ressources naturelles

	<u>Dépenses d'équi- pement et de fonctionnement</u>	<u>Personnel de coopération technique</u>	<u>Bourses de formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
M-1 Renseignements topographiques	200	-	-
M-2 Renseignements géologiques ..	200	-	-
M-3 Prospection des ressources minérales	700	6 a/	
M-4 Prospection pétrolière	-	3	-
M-5 Energie hydro-électrique	100	36	-
	<u>1 200</u>	<u>45</u>	<u>-</u>

a/ Pour l'établissement de levées magnétiques, si elles ne sont pas disponibles par ailleurs.

/...

D. Transports

47. Dans le passé, le développement économique et social de Sao Tomé-et-Principe a été gravement entravé par l'insuffisance des transports maritimes et aériens et, dans une moindre mesure, par celle des transports terrestres. A l'isolement géographique du pays dans son ensemble s'ajoute la distance qui sépare les deux îles, 150 km, laquelle représente à la fois un obstacle logistique et une charge économique pour le développement national.

48. Il est donc très important d'améliorer l'infrastructure pour ces trois moyens de transport - aériens, maritimes et terrestres. C'est là une condition préalable au progrès futur du pays. L'infrastructure des transports, toutefois, est extrêmement coûteuse et exige des investissements considérables qui ne peuvent être amortis qu'après de nombreuses années. Une assistance internationale très importante sera donc nécessaire dans ce secteur.

49. Des études ont déjà été réalisées sur certains des projets proposés, mais il faudra sans doute les mettre à jour. Pour d'autres, des études complètes devront être effectuées avant que l'on puisse connaître les coûts et que les projets soient exécutés. Dans de nombreux cas, la coopération technique sera nécessaire pour entreprendre ces études qui constituent une première étape vers la réalisation du projet.

50. Le programme d'assistance recommandé par la mission comprendrait l'amélioration des installations d'aviation civile, tant internationales qu'intérieures, le développement des installations portuaires pour les transports entre les îles et les transports océaniques et certains aménagements routiers dans l'île de Sao Tomé. Les projets sont énumérés dans le tableau 5.

Tableau 5

Transports

	Dépenses d'équi- pement et de <u>fonctionnement</u>	Personnel de coopération <u>technique</u>	Bourses de <u>formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
T-1 Aéroport de Sao Tomé, allon- gement de la piste	1 500	-	-
T-2 Aéroport de Principe, amé- lioration de la piste	400	-	-
T-3 Achat d'un avion	500	-	-
T-4 Autres formes de dévelop- pement de l'aviation civile	855	60	189
T-5 Mise en place du Service national de météorologie ...	320	-	-

/...

Tableau 5 (suite)

	<u>Dépenses d'équi-</u> <u>pement et de</u> <u>fonctionnement</u>	<u>Personnel de</u> <u>coopération</u> <u>technique</u>	<u>Bourses de</u> <u>formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
T-6 Navire de 300 tonnes pour les transports côtiers et la liaison entre les îles	1 000	-	-
T-7 Cargo de type classique de 1 500 tonnes	2 000	-	-
T-8 Allège à moteur de 250 tonnes	585	-	-
T-9 Allège à moteur de 150 tonnes	370	-	-
T-10 Construction d'un nouveau port à Santo Antonio (Principe)	2 000	-	-
T-11 Chariots élévateurs à fourche pour la manutention dans les ports	125	-	-
T-12 Coopération technique dans le domaine du développement des transports maritimes	-	36	-
T-13 Prolongation de la route est-ouest <u>a/</u>	800	-	-
T-14 Matériel de construction pour le Département des travaux publics	1 400	-	-
	<u>11 855</u>	<u>96</u>	<u>189</u>

a/ Pour équiper d'une route tous temps la partie sud de Sao Tomé.

/...

E. Education et formation

51. L'importance accordée par le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe à l'éducation ressort du fait que 16 p. 100 des ressources budgétaires annuelles sont allouées à l'éducation. Celle-ci est maintenant gratuite à tous les niveaux, l'éducation secondaire gratuite ayant été introduite après l'indépendance. Le gouvernement se propose de réaliser une réforme complète de l'enseignement et de la formation dans le pays et de développer et décentraliser encore davantage le système scolaire. Cette politique, ainsi que l'augmentation rapide du nombre des enfants d'âge scolaire rendent nécessaire et urgente la fourniture de bâtiments scolaires supplémentaires, d'éducateurs et de matériel pédagogique.

52. Etant donné le nombre des élèves, les établissements scolaires sont d'ores et déjà insuffisants. Au moment de la visite de la mission, les écoles primaires fonctionnaient à raison de trois groupes d'élèves par jour et il y avait deux groupes par jour, à la fois dans la seule école préparatoire et la seule école secondaire. Il faut donc construire d'urgence de nouveaux bâtiments. De plus, il y a une pénurie d'équipements et de matériel pédagogique. Il n'y a pas d'enseignement supérieur; à ce niveau, le pays dépend de l'étranger. Il n'y a pas de collège d'enseignement technique et peu de formation technique efficace, bien que la nécessité d'assurer une formation technique dans un grand nombre de domaines s'impose de façon urgente.

53. Les projets destinés à l'éducation et à la formation sont énumérés au tableau 5. Outre ces projets spécifiques, le pays continuera d'avoir besoin de nombreuses bourses de formation pour les études à l'étranger.

Tableau 6

Education et formation

	Dépenses d'équi- pement et de <u>fonctionnement</u>	Personnel de coopération <u>technique</u>	Bourses de <u>formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
E-1 Ecoles primaires (première phase	700 <u>a/</u>	-	-
E-2 Ecoles préparatoires et secondaires	560	-	-
E-3 Enseignants et administrateurs des écoles préparatoires et secondaires	-	432	-
E-4 Equipements sportifs	15	-	-
Total	<u>1 275</u>	<u>432</u>	<u>-</u>

/...

Tableau 6 (suite)

	<u>Dépenses d'équi-</u> <u>pement et de</u> <u>fonctionnement</u>	<u>Personnel de</u> <u>coopération</u> <u>technique</u>	<u>Bourses de</u> <u>formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
E-5 Institut de formation technique		Projet à mettre au point et assistance à définir	

a/ Cette première phase fournirait environ la moitié des salles de classe nécessaires pour éliminer le système des trois groupes dans les écoles primaires. A cela s'ajouteraient, le cas échéant, des logements pour les enseignants.

F. Services médicaux

54. Avant l'indépendance, les services médicaux étaient assurés essentiellement par l'Hôpital central de la ville de Sao Tomé et par une série d'hôpitaux et de dispensaires situés dans les grandes plantations. Certaines de ces installations disposaient de bâtiments commodes. Cependant, elles manquent maintenant d'équipement, de fournitures et de personnel, de sorte qu'en fait, c'est l'Hôpital central qui fournit la plupart des services médicaux existants.

55. Le gouvernement se propose de mettre en place une structure globale des services médicaux couvrant à la fois la médecine préventive et la médecine curative. L'objectif est de créer une structure pyramidale à cinq niveaux - hôpitaux; centres de santé de district; centres de santé urbains et ruraux; postes sanitaires; soins communautaires (assurés par des agents sanitaires bénévoles). Les bâtiments existants seront largement utilisés, mais la plupart d'entre eux devront être agrandis ou rénovés; il faudra en outre quelques nouveaux bâtiments.

56. Pour les soins, un malade ira à l'unité médicale la plus proche, quel que soit le niveau de celle-ci. Cette personne pourra, le cas échéant, être transférée à l'unité supérieure. Sur le plan préventif, le système de soins communautaires constituera l'élément de base. De même, les services habituels de médecine préventive seront assurés par l'inspection et l'instruction sanitaires de la population locale à tous les niveaux. De plus, tous les services d'hygiène relèvent du Ministère de la santé qui comporte un service d'assainissement.

57. Une partie importante de la médecine préventive est la vaccination des enfants. La mission a appris que des campagnes de vaccination avaient déjà été menées pour la rougeole, la poliomyélite, le tétanos, la diphtérie et la coqueluche et que la vaccination d'entretien existait pour toutes ces maladies. Toutefois, le paludisme continue de poser un problème grave. Une campagne d'éradication du paludisme est actuellement dans sa phase préparatoire.

/...

58. Le pays dispose aujourd'hui de quelque 40 médecins, dont huit seulement sont des ressortissants nationaux; les autres viennent de l'extérieur et sont tous ou pour la plupart fournis dans le cadre de la coopération technique. Un certain nombre de ressortissants de Sao Tomé-et-Principe étudient la médecine à l'étranger et, dans quatre ou cinq ans, il y aura probablement quelque 20 médecins originaires des îles, soit un peu plus d'un médecin pour 5 000 habitants. Ce rapport ne semble pas être défavorable, mais il faut se rappeler que la situation géographique des îles est telle qu'elles doivent disposer d'une spécialisation médicale plus vaste que celle qui serait normalement requise pour une région continentale ayant la même population.

59. Le pays continuera donc d'avoir recours à l'étranger pour la formation de ses médecins et de ses spécialistes. Pour le personnel intermédiaire, notamment le personnel infirmier, il est question d'organiser des cours dans le pays dans le cadre de l'Institut de formation technique (projet E-5).

60. les projets sanitaires inclus dans le programme sont énumérés au tableau 7.

Tableau 7

Santé

	Dépenses d'équi- pement et de <u>fonctionnement</u>	Personnel de coopération <u>technique</u>	Bourses de <u>formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
H-1 Bâtiments et équipements pour les centres de santé et les postes sanitaires (première phase) a/.....	650	-	-
H-2 Etude du projet relatif à l'Hôpital central	100	-	-
H-3 Véhicules et équipements pour le Département de l'assainissement	230		
H-4 Ambulances	120	-	-
H-5 Véhicules et autres fourni- tures pour la campagne d'éradication du paludisme ..	198		
H-6 Revues et ouvrages médicaux .	2		
	<u>1 300</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

a/ Une seconde phase coûtant environ 600 000 dollars supplémentaires sera nécessaire pour compléter le projet.

/...

G. Développement social

61. Le gouvernement souhaite améliorer les services sociaux fournis à deux groupes de population - les très jeunes et les personnes âgées.
62. Pour les très jeunes, il y a actuellement 105 crèches et trois jardins d'enfants. Les crèches se trouvent dans les plantations et leur but essentiel est de s'occuper des enfants dont les mères travaillent dans les plantations, jusqu'à l'âge de 2 ans environ. Les services sont gratuits et la contribution du PAM permet la distribution de certains produits alimentaires. Les jardins d'enfants sont destinés aux enfants âgés de 2 à 5 ans; ils se trouvent dans les zones urbaines et sont payants mais peu coûteux.
63. Les crèches et les jardins d'enfants, qui s'occupent d'environ 3 500 enfants au total, ont une importance à la fois économique et sociale - économique parce qu'ils permettent aux mères d'avoir un salaire, et sociale parce qu'ils s'occupent des enfants à une période très délicate de leur vie. Le gouvernement prévoit d'élargir et d'équiper ces installations.
64. Pour les personnes âgées, l'objectif immédiat est d'agrandir et d'améliorer un asile pour les personnes âgées dans la ville de Sao Tomé.
65. Ces deux projets de développement social constituent le tableau 8.

Tableau 8

Projets de développement social

	Dépenses d'équi- pement et de <u>fonctionnement</u>	Personnel de coopération <u>technique</u>	Bourses de <u>formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
S-1 Crèches et jardins d'enfants ..	250	-	-
S-2 Asile pour les personnes âgées	30	-	-
	<u>280</u>	<u>-</u>	<u>-</u>

H. Logement et développement urbain

66. Il y a une grave pénurie de logements et nombre des logements existants sont de qualité médiocre. Le gouvernement a fait valoir à la mission la nécessité d'une assistance pour exécuter un programme d'habitations à bon marché. Cela a soulevé un certain nombre de questions d'ordre technique, financier, social et organisationnel, notamment la capacité de construction du Département des travaux publics

qui semble déjà être dépassée. Des équipements supplémentaires pour le Département sont compris dans ce programme (projet T-14), mais le développement du pays exigera un programme de construction beaucoup plus important que jusqu'à présent. On est donc convenu que le premier stade serait une étude globale de l'ensemble des problèmes et qu'une assistance serait requise pour cette étude.

67. Dans la ville de Sao Tomé et dans les diverses autres localités, le programme de construction de logements et d'installations connexes devrait faire partie d'un plan directeur d'ensemble de développement urbain. Une assistance est également nécessaire à cette fin. Pour le moment, il faut établir des plans détaillés pour améliorer de façon urgente la distribution d'eau dans les villes.

68. Outre le problème général de la crise du logement, le gouvernement a attiré l'attention de la mission sur l'insuffisance très nette des logements pour le personnel de coopération technique. Du fait de la pénurie de logements, il est difficile de recruter et de garder des experts. Un programme élargi d'assistance pourrait même être en partie compromis si des mesures urgentes n'étaient pas prises pour résoudre ce problème. C'est pourquoi le gouvernement propose l'importation de maisons préfabriquées.

69. Les projets de construction de logements et de développement urbain figurent dans le tableau 9.

Tableau 9

Projets de logement et de développement urbain

	<u>Dépenses d'équi-</u> <u>pement et de</u> <u>fonctionnement</u>	<u>Personnel de</u> <u>coopération</u> <u>technique</u>	<u>Bourses de</u> <u>formation</u>
	(milliers de dollars)	(mois/personne)	
L-1 Etude globale sur le logement <u>a/</u>	-	6	-
L-2 Plan de développement urbain	-	24	-
L-3 Développement du système urbain d'approvisionnement en eau	50	12	-
L-4 Logement pour le personnel de coopération technique	1 500	-	-
	<u>1 550</u>	<u>42</u>	<u>-</u>

a/ Lorsque les études et les plans seront prêts, une assistance importante sera nécessaire pour leur réalisation.

/...

APPENDICE

Projets figurant dans le programme pour lequel une assistance est recommandée

A. Agriculture

1. Bananeraies pilotes (Projet A-1)

1. Ce projet vise à expérimenter diverses variétés de bananes pour sélectionner celles qui seraient adaptées à l'exportation. Les plantations pilotes couvriraient ainsi 100 hectares en trois ans. Le projet prévoit de créer des pépinières pour un programme d'expansion de la culture de la banane et de former du personnel aux méthodes de culture. Il contribuera à diversifier les cultures d'exportation tout en assurant une production vivrière.

2. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage sera responsable du projet et fournira les moyens de base. Les besoins à rechercher à l'extérieur consistent en : a) un agronome pendant trois ans et des services de consultant pendant trois mois; b) bourses de formation (12 mois/personne); c) des véhicules et du matériel agricole ainsi que des engrais; des pesticides et d'autres matériels, totalisant 420 000 dollars.

2. Développement de l'élevage (Projet A-2)

3. Les objectifs de ce projet sont les suivants : a) préparer le développement d'ensemble du cheptel, y compris les bovins, afin d'améliorer le régime alimentaire de la population; b) implanter dès que possible un élevage porcin intensif qui puisse fournir cinq kilogrammes de porc par an et par habitant (soit environ 400 tonnes métriques).

4. Les préparatifs généraux comporteraient, outre la planification et l'organisation générale ainsi que la formation du personnel, un recensement du cheptel et une campagne de vaccination du bétail contre la tuberculose ainsi qu'un inventaire du fourrage et des autres sources d'aliments pour animaux. Le projet d'élevage porcin comportera l'organisation d'un programme de production, avec groupes de reproduction, porcheries, soins vétérinaires, etc.

5. L'exécution du projet nécessiterait un vétérinaire et un spécialiste des pâtures et des fourrages, chacun pour deux ans, les services d'un consultant spécialisé pendant six mois et des bourses de formation (24 mois/personne). Seraient également nécessaires, un groupe de porcs reproducteurs, des véhicules et d'autres matériels ainsi que des fournitures vétérinaires et autres, pour un montant total de 110 000 dollars.

/...

3. Recensement agricole (Projet A-3)

6. Le recensement agricole devrait fournir les données de base nécessaires pour planifier le développement de l'agriculture. Il constituera également la base pour la mise au point de statistiques agricoles, dans le cadre du renforcement général des services statistiques.

7. Une aide est demandée pour l'organisation générale du recensement, y compris la conception de son cadre et de ses documents, la formation des enquêteurs et du personnel de traitement de l'information, la préparation et les expérimentations du système de traitement des données, le dénombrement, le traitement et l'analyse des données. Un statisticien agricole sera requis pendant 12 mois, ainsi que les services d'un spécialiste du traitement des données pendant trois mois. Pour les besoins du recensement, il sera également nécessaire de disposer d'un véhicule à quatre roues motrices et de divers autres matériels ainsi que d'un certain temps d'ordinateur pour traiter les résultats, le tout pour un coût d'environ 20 000 dollars.

4. Inventaire des ressources forestières (Projet A-4)

8. L'inventaire permettra de connaître de manière approfondie les ressources forestières du pays et de préparer ainsi un plan rationnel de gestion de ces ressources qui couvrent à présent 36 p. 100 du territoire mais contribuent peu à l'économie. Ce projet permettra d'identifier les essences forestières et d'étudier la capacité d'exploitation forestière. Des expériences seront tentées en introduisant des essences plus économiques et un programme d'exploitation et de nouveaux investissements forestiers sera mis au point. On entreprendra la production expérimentale de bois de sciage et de charbon de bois, la formation de personnel technique et administratif et le développement du Service de sylviculture.

9. L'essentiel de l'assistance nécessaire consiste en services consultatifs forestiers (48 mois/personne environ) et missions de consultants (12 mois/personne) ainsi qu'en bourses de formation (24 mois/personne). L'exécution du projet nécessite un véhicule à quatre roues motrices, des scies électriques et d'autres équipements, pour une valeur totale d'environ 80 000 dollars.

5. Développement de la pêche (Projet A-5)

10. L'objectif de ce projet est de développer la pêche en aidant à organiser et à gérer les entreprises de pêche (en particulier les entreprises mixtes de taille moyenne), à organiser la commercialisation, à former du personnel des pêches et à effectuer des études de faisabilité pour les investissements relatifs aux pêcheries. L'assistance en la matière consiste en un conseiller en matière de développement des pêcheries pendant deux ans et des services de consultant (14 mois/personne environ) et 25 000 dollars de véhicules, matériel et fournitures diverses.

/...

6. Motorisation des bateaux de pêche et amélioration des méthodes de pêche
(Projet A-6)

11. L'objectif de ce projet d'une durée de deux ans est d'augmenter les prises en améliorant la productivité des pêcheries artisanales. Outre la motorisation des bateaux de pêche, il prévoit le perfectionnement du matériel de pêche, la création d'un atelier d'entretien, la formation des pêcheurs à de meilleures techniques de pêche et l'amélioration des installations de commercialisation. L'organisme chargé du projet sera le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, qui fournira les bureaux et les entrepôts nécessaires.

12. Le programme global prévoit la motorisation de 600 bateaux de pêche environ. Un programme de fourniture d'environ 300 moteurs hors-bord est déjà en cours d'exécution. Il reste à fournir les 300 moteurs restants, les pièces détachées, le matériel de l'atelier et d'autres équipements, le tout représentant un montant de 620 000 dollars. En outre, un conseiller en matière de pêche serait nécessaire, ainsi qu'un mécanicien d'entretien expérimenté, les deux pendant deux ans.

B. Industrie

1. Cadre institutionnel

Groupe de développement industriel

13. La mission recommande la création d'un petit groupe de développement industriel, qui pourrait être rattaché au bureau du Ministre de la coordination économique (qui est également le Premier Ministre). Ce groupe serait formé d'une équipe technique et d'une équipe administrative.

14. L'équipe technique aurait pour fonction principale de définir, de concevoir et d'évaluer des projets industriels. Elle comprendrait quelques ingénieurs et des techniciens assistés de consultants à court terme. Un ingénieur des méthodes serait détaché au titre de la coopération technique pour aider à choisir et à former des ingénieurs et des techniciens locaux.

15. L'équipe administrative, qui commencerait à travailler un peu plus tard, mettrait en place et contrôlerait les systèmes de gestion dans les diverses usines et, selon les besoins, formerait des cadres. Elle comprendrait au moins un conseiller en matière de gestion et un instructeur, chacun assisté au début d'un conseiller en matière de coopération technique.

16. Dans les domaines particuliers comme la comptabilité, on recourrait à l'Institut de formation technique (projet E-5, par. 73).

/...

17. L'assistance nécessaire comprendrait les éléments suivants :

- a) Pour l'équipe technique, un ingénieur des méthodes (36 mois), un conseiller en matière d'information industrielle (6 mois), des consultants spécialisés (12 mois/personne); des bourses de formation (24 mois/personne); du matériel, une bibliothèque, des véhicules pour 22 000 dollars.
- b) Pour l'équipe de gestion industrielle, un cadre d'industrie (24 mois), un instructeur industriel (6 mois); des bourses de formation (12 mois/personne); du matériel et des véhicules pour 16 000 dollars.

Soit au total : personnel de coopération technique (84 mois/personne)
bourses de formation (36 mois/personne)
matériel, véhicules, bibliothèque : 38 000 dollars.

2. Projets industriels spécifiques pour lesquels une assistance est recommandée

18. Les projets industriels actuellement envisagés par le gouvernement sont les suivants :

- a) Extension de la brasserie existante (une étude financée par l'ONUDI est en train d'être effectuée).
- b) Une usine d'eau minérale et d'eau de table (qui coûterait probablement, avec une usine de bouteilles en plastique, de 800 000 à 1,2 million de dollars; une étude de marché détaillée est nécessaire).
- c) Une usine de poudre et de beurre de cacao (qui produirait entre 40 et 80 tonnes par mois, une étude détaillée est nécessaire).
- d) Une usine d'huile végétale, y compris le raffinage et la production de margarine et de savon; (le coût est actuellement estimé à 4 000 dollars; il existe une étude préliminaire sur les matières premières mais il est nécessaire d'effectuer une étude de faisabilité).
- e) Une usine de jus de fruit (l'étude technique est en cours).
- f) Une usine de torréfaction et d'emballage du café.
- g) La modernisation et le développement de la production de sel (par évaporation de l'eau de mer).
- h) Une usine d'aliments pour animaux (nécessité d'une étude des matières premières disponibles).

19. La mission a examiné avec le gouvernement la liste ci-dessus des projets industriels ainsi que diverses autres propositions de développement industriel. Sur la base de ces entretiens, la mission recommande qu'une assistance soit apportée aux projets spécifiques indiqués ci-dessous.

/...

a) Zone industrielle (Projet I-2)

20. Plusieurs des usines énumérées ci-dessus auraient avantage à se trouver à proximité du port ou du marché de Sao Tomé, faute de quoi elles seraient complètement isolées. Il est donc suggéré de les concentrer dans une zone industrielle située à Sao Tomé ou à proximité : la fourniture des services d'infrastructure en serait plus économique et l'exécution pourrait être accélérée. Le plan de la zone industrielle pourrait être ultérieurement étendu pour inclure les locaux de plusieurs petites usines type construits en anticipation des demandes spécifiques, bien que cela ne constitue pas un élément essentiel du projet.

21. Si la proposition relative à un plan de développement urbain (projet I-2, par. 95) est suivie d'effet, l'emplacement de la zone industrielle sera choisi dans le cadre de ce plan. Sinon, le site sera choisi prochainement en fonction de critères raisonnables, tels que l'accessibilité, la nature du terrain, la proximité des services, les vents dominants, etc. La zone industrielle comprendrait probablement l'atelier central de réparation et d'entretien recommandé dans le projet I-3. Ces deux éléments institutionnels - le groupe de développement industriel et la zone industrielle - une fois établis, il sera plus facile d'entreprendre les projets industriels dont les enquêtes auront établi la faisabilité économique.

22. La présence d'un ingénieur du génie civil ayant une expérience dans le domaine des zones industrielles serait nécessaire pendant environ quatre mois. Il pourrait donner des conseils sur le choix définitif du site où serait établie la zone et préparer des modèles de plans avec les services qui y seront installés. Le coût de la mise en place initiale variera en fonction de la taille ainsi que d'autres facteurs. Une évaluation de 400 000 dollars est incluse dans le programme à cet effet. Environ 400 000 dollars supplémentaires seraient probablement nécessaires si l'on construit par avance quelques locaux de petites usines type. Le capital nécessaire à l'installation des industries dans la zone ne peut être estimé au stade actuel, mais il représentera sûrement plusieurs millions de dollars.

b) Réseau national d'entretien et de réparation (Projet I-3)

23. Les installations d'entretien et de réparation du matériel sont inadéquates. Cela est surtout dû au fait que la plupart des grandes plantations avaient leurs propres ateliers, si bien que les installations de réparation et d'entretien étaient dispersées. Dans ces conditions, il est maintenant très difficile d'assurer l'entretien et la réparation du stock vieillissant de matériel et de véhicules. Des efforts considérables ont été faits pour improviser avec les moyens du bord et fabriquer avec des machines outils désuètes des pièces détachées pour des établissements vétustes.

24. Cette situation n'est pas satisfaisante et ne peut en tout cas continuer très longtemps. Il est urgent de mettre en place un système de réparation et d'entretien approprié, avec un réseau de distribution des pièces détachées. Au moment de la visite de la mission, le gouvernement en était encore à examiner le cadre administratif du système. La solution pourrait être de créer un organisme public autonome qui travaillerait contre remboursements pour d'autres établissements, y compris les entreprises publiques.

/...

25. En ce qui concerne les installations matérielles, la mission propose que le projet comprenne un atelier central et quatre ateliers régionaux dont l'un serait situé dans l'île de Principe. L'atelier central comprendrait un stock de pièces détachées et serait chargé d'en organiser l'approvisionnement et la distribution.

26. L'assistance que nécessite le projet est évaluée comme suit :

Première étape (6 mois de travaux préparatoires - inventaire du matériel et des véhicules; relevé du matériel d'atelier à conserver dans les ateliers régionaux; plan de l'atelier central.)

Un ingénieur mécanicien (6 mois); un ingénieur du génie civil (2 mois); véhicules et matériel (10 000 dollars); autres dépenses (5 000 dollars).

Total : 15 000 dollars, plus du personnel de coopération technique (8 mois/personne).

Deuxième étape (2 ans; - mise en fonctionnement des ateliers régionaux et préparatifs de l'atelier central; constitution du stock de pièces détachées; programme de modernisation du matériel; mise sur pied d'un système d'entretien.)

Personnel de coopération technique et d'ingénierie :

70 mois/personne

Matériel pour quatre ateliers régionaux	400 000 dollars
---	-----------------

Matériel pour l'atelier central	400 000 dollars
---------------------------------	-----------------

Matériel commun	80 000 dollars
-----------------	----------------

Stock de matières premières, etc.	90 000 dollars
-----------------------------------	----------------

Total - 970 000 dollars approximativement, plus du personnel de coopération technique (70 mois/personne).

Troisième étape (2 ans; - mise en fonctionnement de l'atelier central, y compris la fonderie; production de quelques pièces détachées et d'outils agricoles simples.)

Ingénieur et techniciens	60 personnes/mois
--------------------------	-------------------

Matériel et véhicules supplémentaires pour l'atelier central et les ateliers régionaux	110 000 dollars
--	-----------------

Matériel de fonderie	210 000 dollars
----------------------	-----------------

/...

Matières premières supplémentaires, y
compris matériaux de fonderie 60 000 dollars

Total - 380 000 dollars plus du personnel de coopération
technique (60 mois/personne).

27. Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les coûts de construction de l'atelier central ni de la fonderie (estimés à environ 200 000 dollars) ni le financement initial du stock de pièces détachées (500 000 dollars environ). Le total pour l'ensemble du projet, y compris les bâtiments, représenterait environ 2 000 000 de dollars, plus le personnel de coopération technique (138 mois/personne).

c) Usine de fabrication de briques, de tuiles et de céramique (Projet I-4)

28. Au moment de la visite de la mission, une petite briqueterie entraînait en fonctionnement; son équipement avait été commandé avant l'indépendance par un entrepreneur individuel. Elle devait utiliser l'argile locale et brûler des fibres de cocotier et des enveloppes de noix de coco. La production totale de briques ne suffirait toutefois pas à satisfaire la demande actuelle, et comme la demande de matériaux de construction devrait s'accroître rapidement, il est proposé de créer une usine supplémentaire de fabrication de briques, de tuiles et de céramique.

29. Avant de pouvoir créer la nouvelle usine, il sera nécessaire d'effectuer une étude et une analyse des dépôts d'argile appropriés. Ceci pourrait être effectué dans le cadre de la prospection générale des ressources minérales recommandée dans le projet M-3 (par. 38).

30. Le travail du personnel de coopération technique pour les préparatifs et le début de fonctionnement de l'usine serait d'environ 21 mois/personne, et il faudrait prévoir également une certaine somme pour les essais des matériaux en laboratoire. Le total de l'investissement initial pour l'usine, le matériel excavateur d'argile et la somme prévue ci-dessus est provisoirement estimé à 200 000 dollars environ.

d) Amélioration du sciage et de l'utilisation du bois (Projet I-5)

31. Le besoin urgent de matériaux de construction rend important d'améliorer l'efficacité des scieries, de choisir un système de séchage du bois utilisé dans la construction et de fournir des conseils aux techniciens du bâtiment sur les emplois des diverses essences.

32. Dans l'immédiat, on a besoin pendant six mois des services d'un spécialiste du traitement et de l'utilisation des bois tropicaux, ainsi que d'environ 12 000 dollars pour acheter du matériel d'expérimentation et effectuer des essais en laboratoire à l'étranger.

33. L'étude sur les scieries et les recommandations en vue d'un système de séchage peuvent nécessiter d'importants investissements en matériel dont on ne peut, à l'heure actuelle, évaluer le coût.

/...

C. Ressources minérales et autres ressources naturelles

a) Renseignements topographiques (Projet M-1)

34. Il faudrait commencer par mettre à jour la documentation topographique existante. Elle se limite essentiellement à des cartes qui remontent aux années 1960-1961 et ont été dressées au 75 000ème, au 25 000ème et au 10 000ème. Il existe un jeu incomplet de photographies aériennes en mauvais état, qui date de 1950. Ces photographies aériennes constituent, avec les levés terrestres effectués au début du siècle, la base des cartes disponibles.

35. La mise à jour des renseignements topographiques exige deux nouvelles séries de photographies aériennes, l'une panchromatique et l'autre à l'infrarouge, qui seraient réalisées à une échelle proche du 20 000ème et se prêteraient à l'interprétation stéréoscopique. Ces renseignements, joints aux cartes de base, serviraient à de multiples usages, et notamment dans les domaines suivants : arpentage des terres agricoles et relevé des forêts, urbanisme, construction de barrages et de routes, géologie et prospection des ressources minérales. Ce relevé aérien et la réalisation des photographies coûteraient environ 200 000 dollars et dureraient environ trois mois.

b) Renseignements géologiques (Projet M-2)

36. Les deux seules cartes géologiques disponibles sont très incomplètes et rudimentaires. Il en existe une de Sao Tomé et une de Principe. Les photographies aériennes prévues dans le cadre du projet mentionné plus haut serviraient à réaliser une étude photo-géologique, accompagnée d'une étude complémentaire au sol, suffisamment détaillée pour que les renseignements obtenus soient utiles à la prospection des ressources minérales et aux travaux de génie civil.

37. Ces travaux, qui seraient effectués par un organisme spécialisé ayant l'expérience des pays équatoriaux, coûteraient probablement 200 000 dollars environ et pourraient durer environ neuf mois.

c) Prospection des ressources minérales (Projet M-3)

38. Une fois terminées l'étude photo-géologique et l'étude complémentaire au sol, il serait souhaitable de prospecter systématiquement les ressources minérales. Etant donné la nature du terrain et de la végétation, cette prospection devrait consister essentiellement en une étude des dépôts alluviaux et des sédiments d'écoulement. S'ils étaient également exécutés par un organisme spécialisé dans ce type de relevé des ressources minérales, ces travaux pourraient durer environ deux ans et représenter un coût approximatif de 700 000 dollars.

39. La mission suppose qu'en plus des travaux de prospection ci-dessus, le gouvernement cherchera également à obtenir les renseignements dont pourrait disposer la société qui a procédé à la prospection de pétrole au début des années 70. Cette société a effectué une étude magnétique aérienne des deux îles.

/...

Il serait souhaitable que le gouvernement dispose des renseignements obtenus à partir de ce relevé, ainsi que des cartes magnétiques qu'il a éventuellement permis d'établir. Si ces cartes n'existent pas, il faudrait les dresser sur la base des renseignements fournis par le relevé. A cet effet, le gouvernement devrait bénéficier au titre de la coopération technique des services d'un expert pendant environ six mois.

40. La mission recommande également que le gouvernement obtienne les profils magnétiques des zones sous-marines proches, qui sont publiés par un service océanographique de la marine.

d) Prospection pétrolière (Projet M-4)

41. Les concessions de prospection pétrolière accordées quelques années avant l'indépendance sont arrivées à expiration. Le gouvernement a informé la mission de son intention de négocier de nouveaux droits de prospection avec les sociétés qui souhaiteraient reprendre la recherche de pétrole.

42. A cet égard, la mission recommande que le gouvernement obtienne un avis spécialisé pour l'aider à négocier avec les sociétés pétrolières. Cet avis, qui devrait être d'une stricte neutralité, pourrait être fourni dans le cadre du système des Nations Unies. Il nécessiterait probablement plusieurs séjours de courte durée d'un consultant, pour lesquels trois mois/personne sont prévus dans le programme.

e) Energie hydro-électrique (Projet M-5)

43. Actuellement, l'électricité est fournie essentiellement par un certain nombre de centrales hydro-électriques dont la capacité est relativement faible. Ces centrales doivent être renforcées par des génératrices Diesel pendant la saison sèche, à cause notamment de la contenance très réduite des réservoirs d'eau.

44. Un organisme bilatéral a recherché des sites convenant à la construction de centrales hydro-électriques supplémentaires et a déterminé deux emplacements possibles. Toutefois, cet organisme s'est heurté à des difficultés du fait de l'absence de renseignements d'ordre hydrologique. En outre, le manque de données sur la nature et l'évolution de la demande d'énergie rend difficile la planification du développement futur de la production et de la distribution d'électricité.

45. Il faut donc étudier systématiquement, d'une part, les ressources hydrauliques et d'autre part, la demande d'énergie réelle et potentielle. A cette fin, un hydraulicien et un ingénieur électricien devraient fournir une assistance pendant environ un an et demi chacun. Le coût approximatif des véhicules, du matériel et du bâtiment nécessaires est de 100 000 dollars. Le gouvernement devrait en outre supporter des frais connexes considérables, notamment de personnel de soutien. Ces deux études, qui pourraient être menées de front, pourraient être entreprises immédiatement, sans attendre la réalisation des photos aériennes du projet M-1 ni la fin de l'étude géologique qui fait l'objet du projet M-2.

/...

D. Transports

1. Aviation civile

a) Aéroport de Sao Tomé; allongement de la piste (Projet T-1)

46. La piste actuelle de l'aéroport de Sao Tomé mesure 1 934 m et peut accueillir les moyens-courriers à réaction, mais pas les longs-courriers lorsqu'ils sont à pleine charge. Pour supprimer ce handicap, le gouvernement souhaite en priorité renouveler le revêtement de la piste et en porter la longueur à 2 850 mètres. L'extension de la capacité de l'aéroport aux longs-courriers ainsi obtenue contribuerait à sortir le pays de son isolement. Le coût estimatif de ce projet est de 1 500 000 dollars.

b) Aéroport de Principe; amélioration de la piste (Projet T-2)

47. La piste de l'aéroport de Principe ne mesure que 1 320 m de long, mais les appareils à turbo-propulsion peuvent l'emprunter lorsqu'ils effectuent des vols de courte distance. Son revêtement doit toutefois être renouvelé d'urgence et elle doit être équipée d'un système de balisage. Le coût estimatif total est de 400 000 dollars.

c) Achat d'un avion (Projet T-3)

48. Il était indiqué dans le rapport du Secrétaire général (A/32/220) qu'un avion devait être mis en service pour assurer le transport entre les îles et éventuellement la liaison avec le continent. Le Gouvernement a par la suite acheté un turbo-propulseur d'occasion de 42 places, qui effectue actuellement, trois fois par semaine la liaison entre les îles. Il apparaît cependant que l'exploitation de cet appareil est quelquefois entravée par les délais d'obtention des pièces de rechange.

49. C'est pourquoi on a examiné avec la mission la question de savoir s'il fallait acquérir un second appareil, éventuellement plus petit, ou revendre l'appareil actuel pour en acheter un autre, probablement plus coûteux. Tout en reconnaissant que des mesures devront être prises, la mission estime qu'elle n'est pas compétente pour déterminer la solution à adopter. Un montant approximatif de 500 000 dollars est donc inscrit au programme à ce titre.

d) Autres formes de développement de l'aviation civile (Projet T-4)

50. Un programme général de développement de l'aviation civile a été élaboré avec l'aide de l'OACI. Ce programme prévoit notamment le balisage de la piste et autres aménagements à l'aéroport de Sao Tomé, ainsi que la formation de pilotes. Le coût estimatif du matériel est de 855 000 dollars, auxquels il faut ajouter 60 années/personne au titre de la coopération technique et 189 mois/personne en bourses de formation.

/...

e) Mise en place du service national de météorologie (Projet T-5)

51. Le bon fonctionnement du service national de météorologie exige une quantité considérable de matériel météorologique, de télécommunications et autres types de matériel. Une liste des besoins a été dressée avec l'aide de l'OMM; ces besoins représentent un coût d'environ 320 000 dollars.

2. Transports maritimes

a) Navire de 300 tonnes pour les transports côtiers et la liaison entre les îles (Projet T-6)

52. Un navire côtier d'une capacité d'environ 300 tonnes de chargement et 75 passagers est nécessaire pour assurer un service régulier entre les îles. Le volume actuel du trafic se situe entre 5 000 et 7 000 tonnes par an et on prévoit qu'il subira une augmentation importante par suite du développement de Principe. Ce caboteur pourrait également assurer une liaison maritime avec les pays africains proches. Le coût estimatif de ce projet s'élève à 1 million de dollars.

b) Cargo de type classique de 1 500 tonnes (Projet T-7)

53. Un cargo de type classique d'une capacité de charge d'environ 1 500 tonnes et pouvant accueillir une douzaine de passagers est nécessaire pour assurer un service régulier entre Sao Tomé et d'autres ports africains et européens. Les exportations importantes de cacao et d'autres produits agricoles, s'ajoutant à des importations représentant en moyenne environ 30 000 tonnes de marchandises diverses, garantissent à ce navire un chargement de base dans les premiers temps. Le coût estimatif de ce projet est de 2 millions de dollars E.U. Ce cargo et le navire de 300 tonnes (projet T-6) seraient tous deux exploités par des agents locaux.

c) Allège à moteur de 250 tonnes (Projet T-8)

54. Avec ses trois mètres de fond minimum, le port actuel de la ville de Sao Tomé suffit pour accueillir le navire prévu pour les liaisons entre les îles et même des bâtiments de tonnage un peu plus élevé. La mission estime qu'au stade actuel du développement, il ne serait pas justifié sur le plan économique d'investir dans de nouvelles installations portuaires en eau profonde. Toutefois, une allège à moteur d'une capacité de 250 tonnes est requise pour faciliter le chargement et le déchargement de navires plus importants. L'exploitation en serait assurée par les autorités portuaires. Cette allège pourrait également assurer les transports côtiers locaux et desservir les collectivités situées sur la côte de Sao Tomé et même transporter occasionnellement des matériaux de construction entre Sao Tomé et Principe lorsque les conditions météorologiques seraient favorables. Le coût estimatif de ce projet est de 585 000 dollars.

d) Allège à moteur de 150 tonnes (Projet T-9)

55. Le futur port de Principe devrait être équipé d'une allège à moteur de 150 tonnes dès le début des travaux d'aménagement. Le coût estimatif de ce projet s'élève à 370 000 dollars.

/...

e) Construction d'un nouveau port à Santo Antonio (Principe) (Projet T-10)

56. On envisage l'aménagement de nouvelles installations portuaires à Santo Antonio, à Principe. Ce port serait équipé d'une jetée de 200 mètres permettant l'amarrage du navire assurant la liaison entre les îles et, ultérieurement, de bateaux de pêche. Une étude préliminaire a déjà été effectuée par un bureau d'études portugais. Par ailleurs, la Communauté économique européenne a accepté de financer une étude d'un montant de 150 000 dollars relative à l'aménagement des installations portuaires de Principe en vue de la promotion de la pêche. Le coût estimatif provisoire de ce port se monte à 2 millions de dollars.

f) Chariots élévateurs à fourche pour la manutention dans les ports (Projet T-11)

57. Cinq chariots élévateurs à fourche - quatre pour Sao Tomé et un pour Principe - sont nécessaires pour permettre la manutention dans les ports. Leur coût estimatif est de 125 000 dollars.

g) Coopération technique dans le domaine du développement des transports maritimes (Projet T-12)

58. En plus de l'assistance nécessaire pour le matériel et la construction, plusieurs secteurs appartenant aux transports maritimes doivent bénéficier d'une coopération technique. Deux conseillers sont nécessaires, pour une période de 12 mois chacun, l'un étant chargé de la gestion et des opérations d'affrètement et l'autre des travaux de génie civil et de construction portuaire. Des consultants devraient également apporter une assistance dans d'autres domaines, tels que le droit maritime, pour l'équivalent de 12 mois/personne. Le total est donc de 36 mois/personne.

3. Transports terrestres (y compris les travaux publics) (Projet T-13)

a) Prolongation de la route est-ouest

59. Le Gouvernement attache de l'importance à l'achèvement de la route périphérique de Sao Tomé. Ces travaux impliquent la construction d'une liaison partant des environs de Santa Catarina à l'ouest pour rejoindre via Porto Alegre, au sud, la route principale actuelle située à l'est. La longueur totale de cette liaison serait d'environ 42 km. On prévoit dans une phase initiale une route de 5 m de large dont la voie centrale de 3 m serait asphaltée, chaque bas-côté, d'une largeur d'un mètre, étant recouvert de gravier. Le coût estimatif de l'ensemble de ce projet serait de 3 150 000 dollars. A titre de première phase de ce programme, la mission a inclus la construction de la route reliant à Porto Alegre la voie routière actuellement située à l'est, pour un montant approximatif de 800 000 dollars.

b) Matériel de construction pour le Département des travaux publics (Projet T-14)

60. Le Département des travaux publics est actuellement le seul organisme effectuant des travaux de construction dans le pays. Ses activités s'exercent dans tous les types de construction : routes, ponts, logements, installations d'amarrage, etc.

/...

Ce département manque de matériel de transport et de construction tel que décapeuses, bulldozers, rouleaux compresseurs, camions, grues mobiles, bétonnières, etc. Le coût estimatif du matériel de travaux publics actuellement requis est de 1 750 000 dollars. Le Fonds européen de développement a accepté de fournir du matériel destiné à la construction de routes à Principe, représentant une valeur d'environ 375 000 dollars (300 000 UCE). Le solde de l'assistance nécessaire représente donc environ 1 400 000 dollars.

E. Education et formation

a) Ecoles primaires (Projet E-1)

61. On compte actuellement 52 écoles primaires dans les deux îles de Sao Tomé et Principe, dont 44 à Sao Tomé et 8 à Principe, avec un effectif total de 18 000 élèves environ.

62. Le nombre de salles de classes étant insuffisant par rapport au nombre d'élèves, l'enseignement au moment de la visite de la mission était dispensé en alternance à trois groupes d'élèves par jour. Si ce système d'alternance permet à un plus grand nombre d'élèves d'avoir accès à l'enseignement primaire, en revanche chacun d'entre eux ne bénéficie que de trois heures d'instruction par jour de classe. Pour remédier à cette situation, il faudrait construire 200 salles de classe.

63. L'un des équipements fort utiles du système d'enseignement primaire est la cantine attenante à chaque école qui distribue aux élèves un repas chaud par jour. Des cantines supplémentaires seront nécessaires pour compléter les nouvelles salles de classe prévues.

64. Un état détaillé du coût de l'extension du système scolaire nécessaire n'a pas été soumis à la mission, mais le coût de la construction des 200 salles de classe et cantines est estimé à un million de dollars au minimum. A cette somme viendra s'ajouter le coût du mobilier scolaire et des auxiliaires et matériels d'enseignement, estimé à 270 000 dollars environ.

65. Outre les besoins en locaux scolaires et matériels connexes, un certain nombre d'écoles existantes manquent de pupitres, de tables et de matériels d'enseignement. Le coût de ces articles serait de 60 000 dollars environ. Le coût total du projet s'élèverait donc à 1 330 000 dollars. Les travaux de construction seraient importants, et les dépenses en conséquence.

66. La mission recommande donc d'inclure dans le programme, dans une première étape, une aide d'un montant de 700 000 dollars qui permettrait de fournir 100 salles de classes entièrement équipées, plus une somme de 60 000 dollars qui serait affectée à l'achat de fournitures pour les écoles existantes. Le solde d'un montant de 630 000 dollars environ serait alloué dans une deuxième étape, pour laquelle une assistance serait également nécessaire.

/...

67. Le Gouvernement a informé la mission que, parallèlement au plan d'expansion du système d'enseignement scolaire, il faudrait construire des logements pour 40 enseignants environ. La question de savoir si ces logements doivent faire l'objet d'une aide spéciale sera examinée dans le cadre du schéma général de construction de logements qui fait l'objet du projet L-1 (voir plus bas par. 91).

b) Ecoles préparatoires et secondaires (Projet E-2)

68. A l'heure actuelle, les îles ne disposent que d'une école préparatoire (qui assure la transition entre l'enseignement primaire et secondaire) et d'un établissement secondaire, situé tous deux à Sao Tomé. En raison du manque de place, l'enseignement dans les deux écoles est dispensé en alternance à deux groupes d'élèves chaque jour, un premier groupe ayant cinq heures de cours le matin et le deuxième cinq heures de cours l'après-midi. A l'école préparatoire, plus de 2 000 élèves fréquentent les cours du matin et 1 490 ceux de l'après-midi. Dans l'école secondaire, plus de 1 000 élèves suivent les cours du matin et 1 090 ceux de l'après-midi.

69. Dans le cadre de sa politique d'expansion et de décentralisation, le Gouvernement prévoit l'extension de la période préparatoire à l'entrée dans le secondaire grâce à la construction de trois autres écoles préparatoires. Deux d'entre elles pourraient accueillir 1 000 élèves chacune, et la troisième 500. Le coût de construction des trois écoles préparatoires supplémentaires est estimé à 550 000 dollars.

70. Tant l'école préparatoire que l'école secondaire souffrent d'une pénurie aiguë de matériels d'enseignement. Elles ont un besoin urgent de matériel pour les laboratoires de physique, de chimie et de sciences naturelles, ainsi que pour l'enseignement des mathématiques et du dessin; il faudrait aussi leur fournir des cartes de géographie. Les bibliothèques scolaires ont besoin de livres, surtout en portugais, mais également en français et en anglais, pour les cours de langues. Le coût estimatif de ces articles est évalué à 10 000 dollars. Le montant total de l'aide destinée aux écoles préparatoires et secondaires est donc de 560 000 dollars.

c) Enseignants et administrateurs des écoles préparatoires et secondaires (Projet E-3)

71. La mission croit savoir que le pays dispose déjà d'un certain nombre d'enseignants dans le cadre de l'assistance bilatérale. Toutefois, selon le Gouvernement, les besoins supplémentaires en enseignants et personnels administratifs aux niveaux préparatoire et secondaire seraient les suivants :

5 enseignants de langue portugaise, dont l'un assurerait des fonctions administratives et un autre la coordination des cours;

4 enseignants de langue anglaise qui seraient chargés des cours de langue dans l'établissement secondaire;

3 enseignants de langue française qui donneraient des cours de français aux niveaux préparatoire et secondaire.

On a inclus dans le programme les services d'enseignants pour chacune de ces catégories pendant une période de trois ans.

/...

d) Equipements sportifs (Projet E-4)

72. Le manque actuel d'installations et d'équipements sportifs de toutes sortes préoccupe le Gouvernement, le football étant le seul sport pratiqué par les jeunes au cours des dernières années. Pour étendre et diversifier les activités sportives, le Gouvernement souhaite construire des terrains de sports et des gymnases pour les jeunes. Il faudrait en outre fournir du matériel pour les sports d'équipe, les sports de plein air et l'éducation physique. On trouvera, dans la pièce jointe No 1, une liste complète des besoins en équipements sportifs, dont le coût total est estimé à 15 000 dollars environ.

e) Institut de formation technique (Projet E-5)

73. Il existe un besoin urgent de formation technique à presque tous les niveaux dans la quasi-totalité des secteurs de l'économie. Pour assurer la formation universitaire et supérieure ainsi que la formation très spécialisée, le Gouvernement devra recourir aux institutions d'outre-mer, ce qui nécessitera l'octroi de bourses d'enseignement. Il souhaiterait toutefois, que la formation technique de niveau moyen soit, dans la mesure du possible, assurée dans le pays même. L'application de cette politique implique la mise en place d'un enseignement dans une vaste gamme de disciplines qui serait dispensé à un nombre relativement restreint d'étudiants, la formation dans certaines matières n'étant pas assurée tous les ans.

74. Pour répondre à ces besoins, le Gouvernement se propose de créer un institut général de formation technique, qui serait un organisme central. Il serait probablement doté d'un personnel restreint qui enseignerait les disciplines de base mathématiques, physique et chimie. Il organiserait également des cours spécialisés dans différentes disciplines selon les besoins, en faisant appel aux compétences locales et, le cas échéant, à une aide extérieure. Il disposerait d'un certain nombre d'installations centrales mais utiliserait également des services spécialisés selon les besoins (par exemple, pour la formation de personnel paramédical).

75. La mission a appris que l'on attendait l'arrivée prochaine dans le pays d'un conseiller envoyé par un organisme d'aide bilatérale qui serait chargé d'élaborer des propositions détaillées pour l'établissement d'un institut de formation de ce type.

76. L'optique dans laquelle le Gouvernement envisage de répondre aux besoins de formation du pays recueille l'approbation expresse de la mission. Dès que l'on disposera de propositions détaillées, il sera possible de préciser l'assistance nécessaire pour leur donner effet.

Bourses d'enseignement supérieur

77. Sao Tomé-et-Principe devra continuer à compter sur les universités, collèges et autres instituts d'enseignement supérieur d'outre-mer. En 1977, 300 bourses d'études à l'étranger ont été octroyées. Pour assurer au pays le personnel nécessaire à son développement, il est probable qu'il faudra pendant un certain

/...

nombre d'années encore continuer à assurer une formation supérieure à un grand nombre d'étudiants. Il sera donc nécessaire pendant plusieurs années encore, de fournir une assistance extérieure sous forme d'un nombre important de bourses, tant pour l'enseignement universitaire de base que pour les spécialisations subséquentes.

F. Santé

a) Bâtiments et matériel pour les centres de santé et les postes sanitaires (projet H-1)

78. La nouvelle structure des services de santé que l'on se propose de créer utilisera les bâtiments existants, qu'il faudra toutefois rénover et/ou agrandir. On trouvera dans le tableau ci-après un état récapitulatif des besoins :

Niveau	Services	Sao Tomé	Principe	Total	Nouveaux bâtiments nécessaires	Arrondissement/ réfection des bâtiments existants
I	Hôpital central	1	-	1	-	1 <u>a/</u>
	Hôpital principal	-	1	1	-	1 <u>b/</u>
II	Centres de santé de district	3	-	3	-	3
III	Centres de santé ruraux	9	2	11	2	9
	Centre de santé urbains	8	-	8	1	7
IV	Postes sanitaires	13	2	15	11 <u>c/</u>	4

a/ On conservera quelques-uns des bâtiments existants, mais il s'agira essentiellement d'une construction nouvelle.

b/ Aménagement d'un hôpital de plantation.

c/ Dont un en cours de construction.

79. Le bâtiment de base nécessaire pour les centres de santé ruraux et urbains et les postes sanitaires est similaire. Le montant total du coût des 13 nouveaux bâtiments prévus serait de 500 000 dollars environ. En outre, vingt-trois bâtiments ont besoin d'être rénovés ou agrandis, ou les deux. Le coût de ces travaux se chiffrerait probablement à 400 000 dollars environ. Tous ces centres (y compris les centres de district) et les postes sanitaires ont besoin de matériel. On trouvera, dans la pièce jointe No 2, une liste des articles nécessaires établie par le Gouvernement, dont le coût s'élèverait au total à 350 000 dollars environ. Le coût total de l'ensemble du projet se monterait donc à 1 250 000 dollars.

/...

80. La mission recommande d'inclure dans le programme, pour une première étape de ce projet, une somme de 650 000 dollars environ, qui, selon les estimations, représente le coût des travaux de construction et d'équipement de quatre nouveaux postes sanitaires ainsi que des travaux d'agrandissement et/ou de réfection et d'équipement des installations existantes pour quatre autres postes sanitaires, quatre centres de santé urbains, cinq centres de santé ruraux et les trois centres de santé de district. Une certaine latitude toutefois est laissée au Gouvernement dans l'exécution de cette première étape du projet. Il faudrait ensuite accorder une assistance pour l'exécution de la deuxième étape du projet dont le coût est estimé approximativement à 600 000 dollars.

b) Etude du projet relatif à l'Hôpital central (Projet H-2)

81. Les importants travaux de rénovation dont a besoin l'hôpital central ne permettront probablement de conserver que quelques-uns des bâtiments existants. Deux des éléments du projet nécessaires seront financés par le Fonds européen de développement : il s'agit des travaux de réfection de la buanderie et de construction d'un réfectoire et d'une cuisine pour le personnel hospitalier. On a achevé les plans de construction d'une nouvelle aile qui abritera la maternité, mais le financement de ces travaux n'est pas encore assuré.

82. Les autres travaux de rénovation nécessiteront une assistance financière importante. Dans un premier temps, il faudra élaborer une étude d'ensemble des plans et en évaluer le coût. Une assistance internationale est nécessaire pour la réalisation de cette étude que le Gouvernement souhaiterait voir achevée d'ici 1982. Le coût en est estimé à 100 000 dollars.

c) Véhicules et équipements pour le Département de l'assainissement (Projet H-3)

83. Le Département de l'assainissement du Ministère de la santé n'a pratiquement aucun matériel à l'exception de quelques articles fournis par le FISE. Pour s'acquitter de sa tâche efficacement, le Département aurait besoin du matériel ci-après :

	Coût (Dollars E.-U.)
6 camions pour l'enlèvement des ordures	146 000
Autres véhicules	80 000
Matériel divers	4 000
	<hr/> 230 000 <hr/>

/...

d) Ambulances (Projet H-4)

84. Au lieu de fournir une ambulance pour chaque sanitaire, il est proposé de créer un service d'ambulances radio. Ceci permettrait d'améliorer l'efficacité et la souplesse du service à bien moindres frais, tant en ce qui concerne les dépenses d'équipement que de fonctionnement. Compte tenu des véhicules déjà disponibles, il est proposé de fournir :

		Coût (Dollars E.-U.)
Pour Sao Tomé	8 ambulances standard	60 000
	2 ambulances à quatre roues motrices	20 000
Pour Principe	3 ambulances à quatre roues motrices	30 000
(Toutes les ambulances seront équipées pour les communications radio dans les deux sens)		
Plus une station radio centrale pour chaque île et probablement un ou deux relais amplificateurs pour l'île de Sao Tomé		10 000
<u>Total</u>		<u>120 000</u>

e) Véhicules et autres fournitures pour la campagne d'éradication du paludisme (Projet H-5)

85. En octobre 1977 a débuté un programme d'éradication du paludisme portant sur une période de huit ans. Le coût total de la campagne est maintenant estimé à 1 360 000 dollars, dont la plus grande partie servira à couvrir les dépenses d'exécution, y compris 920 000 dollars pour les salaires, et devra être pris en charge par le Gouvernement à moins de bénéficier d'une assistance extérieure. Une aide immédiate, toutefois, est nécessaire pour permettre à la campagne de se poursuivre.

86. L'Organisation mondiale de la santé doit fournir du matériel de pulvérisation, cinq véhicules, et prendre à sa charge la moitié des frais afférents aux insecticides. Les autres articles pour lesquels une assistance internationale est nécessaire sont :

	Coût (Dollars E.-U.)
1 camion et 5 véhicules automobiles (avec pièces détachées)	68 000
4 motocyclettes (avec pièces détachées)	6 000
1 canot automobile (avec pièces détachées)	24 000
Médicaments antipaludiques	56 000
Insecticides (solde)	<u>44 000</u>
	<u>198 000</u>

/...

f) Revue et ouvrages médicaux (Projet H-6)

87. Le Ministère de la santé manque terriblement d'ouvrages médicaux de référence et de revues médicales. Le Ministère a fourni à la mission une modeste liste de publications nécessaires (voir pièce jointe No 3). Le coût des livres, plus un abonnement de quatre ans aux revues, représenterait probablement moins de 2 000 dollars.

G. Développement social

a) Crèches et jardins d'enfants (Projet S-1)

88. Le programme destiné à agrandir et à équiper les 105 crèches et les 3 jardins d'enfants existants est réalisé par étapes. Le FISE a déjà contribué au programme en apportant son aide à l'amélioration de 30 crèches et a promis de contribuer à l'aménagement de 20 crèches supplémentaires. Une assistance, dont le montant s'élèverait à environ 200 000 dollars des Etats-Unis, est encore nécessaire pour les 58 établissements restants. De plus, le Gouvernement compte ouvrir 6 nouvelles crèches en zone urbaine, ce qui représente une dépense d'environ 50 000 dollars des Etats-Unis et porte le coût total de ce programme à 250 000 dollars.

b) Asile pour les personnes âgées (Projet S-2)

89. L'asile de la ville de Sao Tomé héberge 85 personnes âgées sans famille et environ 45 personnes se trouvant sur la liste d'attente de l'établissement. Les installations sont très simples et le Gouvernement désirerait agrandir l'asile et y apporter certaines améliorations pour pouvoir accepter les personnes se trouvant sur la liste d'attente. Le coût de la construction et du mobilier serait de l'ordre de 30 000 dollars.

90. La mission recommande que cet asile continue à recevoir, comme par le passé, une assistance du PAM.

H. Logement et développement urbain

a) Etude globale sur le logement (Projet L-1)

91. Il est nécessaire d'élaborer un programme d'action en vue de pallier la pénurie des logements et d'améliorer le niveau général des habitations. Toutefois, un tel programme devrait tenir compte d'un certain nombre de facteurs techniques, financiers, sociaux et organisationnels. La capacité du Département des travaux publics d'entreprendre d'autres travaux de construction est un des facteurs à prendre en considération.

92. Il faut par conséquent entreprendre une étude globale qui porterait sur les domaines suivants :

- a) Situation du logement, et principes généraux à adopter pour la construction de nouveaux logements, y compris les aspects techniques, économiques, financiers et sociaux du problème.

/...

- b) Aspects techniques et économiques d'autres types de construction à neu brès identiques (c'est-à-dire remplissant les mêmes fonctions, comme les écoles primaires, les postes sanitaires, etc.).
- c) Méthodes générales de construction.
- d) Disponibilité de matériaux de construction dans le pays. (En fait, cela constitue un élément du programme sur les ressources naturelles, voir projet M-3, alin. 38).
- e) Structure de l'industrie du bâtiment - en particulier de l'actuel Département des travaux publics, et éventuellement de toute(s) autre(s) organisation(s) du bâtiment.
- f) Besoins de personnel qualifié dans l'industrie du bâtiment.

93. Sao Tomé et Principe a besoin d'une assistance technique qui l'aide à entreprendre cette étude et à formuler des propositions pour un programme d'action détaillé et cohérent. Mise à part l'étude sur la disponibilité des matériels de construction, les autres études devraient probablement faire appel aux services de consultants pour un total équivalent à six mois de travail.

94. Une fois que tout le programme aura été défini, il sera possible d'évaluer l'importance de l'assistance extérieure nécessaire à l'exécution du programme. Cette assistance sera sans aucun doute importante et portera probablement sur le matériel, les matériaux, la formation et les conseils techniques. Toutefois, à l'heure actuelle, il est impossible d'en donner une évaluation quantitative.

b) Plan de développement urbain (Projet L-2)

95. Il convient de prévoir un plan directeur pour l'aménagement de la ville de Sao Tomé et d'autres zones urbaines. Le Gouvernement a besoin d'une assistance technique pour les enquêtes préliminaires et la préparation de ce plan. Il aurait donc besoin des services de deux ou trois spécialistes, pour un total équivalent à environ deux années/personne.

c) Développement du système urbain d'approvisionnement en eau (Projet L-3)

96. Un certain nombre de centres urbains ont déjà canalisé leur réseau de distribution d'eau. Certains de ces systèmes sont vétustes et en mauvais état. Bien que certains réseaux soient munis d'un système de filtrage du sable, aucun d'entre eux ne dispose d'une installation d'épuration biologique.

97. Tout projet important de développement des réseaux de distribution d'eau devrait s'inscrire, tant par sa conception que par son élaboration, dans le cadre général de la planification urbaine assurée par le projet L-2. Entre-temps, il conviendrait d'apporter des améliorations urgentes aux réseaux existants dans

/...

deux domaines : d'un côté la construction de stations d'épuration et de traitement chimique, et de l'autre la réparation et le remplacement des canalisations défectueuses qui sont une source possible de contamination. Il conviendrait d'étudier les systèmes existants et d'entreprendre des études d'ingénierie et de faisabilité en vue de déterminer le type d'installation à fournir et les réparations et remplacements à effectuer.

98. Le pays aurait besoin des services d'un hydraulicien pendant environ un an, et devrait pouvoir disposer d'un laboratoire d'analyse. Outre le traitement de l'hydraulicien, le coût du laboratoire s'élèverait à environ 50 000 dollars. Les travaux devraient commencer le plus tôt possible.

99. L'hydraulicien remplirait également les fonctions de consultant en matière d'aménagement des eaux dans le cadre de la planification urbaine générale prévue dans le projet L-2.

100. Au terme des études détaillées d'ingénierie et de faisabilité portant sur les travaux urgents d'amélioration du réseau de distribution d'eau, une importante aide internationale supplémentaire sera certainement nécessaire pour exécuter ce projet.

d) Logements pour le personnel de coopération technique (Projet L-4)

101. Le Gouvernement propose de trouver rapidement une solution au problème du logement du personnel de coopération technique en important des maisons préfabriquées.

102. Il peut paraître paradoxal qu'un pays qui dispose de ressources en bois d'oeuvre considérables et qui cherche à développer l'emploi importe des maisons préfabriquées. Toutefois, la mission doit convenir que, dans les circonstances actuelles, l'importation de maisons préfabriquées permettrait de résoudre rapidement le problème, et probablement de la manière la plus efficace. Cent maisons préfabriquées destinées à loger le personnel de coopération technique devraient être fournies.

103. Cependant, le Gouvernement a fait savoir à la mission que la fourniture de ces maisons aux experts étrangers provoquerait inévitablement des tensions sociales, à moins que l'on ne prenne également en considération les besoins de la population - particulièrement dans les localités où les experts devront travailler et vivre. Partant, le Gouvernement propose que l'on ajoute au programme recommandé par la mission 100 maisons préfabriquées supplémentaires pour la population locale.

104. La mission comprend parfaitement que le Gouvernement soit préoccupé par les difficultés que pourrait soulever la fourniture rapide de maisons préfabriquées à l'usage exclusif du personnel de coopération technique. Toutefois, le problème de la fourniture de logements à la population locale pose une série de problèmes qui devront être résolus systématiquement, conformément aux lignes directrices contenues dans le projet L-1. La mission estime donc qu'elle ne peut lier la fourniture urgente d'un nombre relativement peu important de logements pour les experts et le problème général du logement à Sao Tomé.

/...

105. Par conséquent, ce projet prévoit la fourniture de 100 maisons préfabriquées. Ces maisons seraient de dimension modeste, bien que leur prix unitaire et le prix du transport jusqu'à Sao Tomé s'élèvent tout de même à 15 000 dollars des Etats-Unis. Le coût total du projet serait donc au moins de 1,5 million de dollars des Etats-Unis (à l'exclusion des coûts découlant de la préparation des terrains à bâtir et de l'érection des maisons). L'assistance nécessaire consistera soit à fournir les éléments préfabriqués et à les transporter jusqu'à Sao Tomé, soit à couvrir le coût de leur achat et de leur transport.

/...

Pièce jointe No 1

Besoins en équipement sportif de Sao Tomé-et-Principe

50 javelots
50 disques
20 tapis de sol
10 tapis de sol (pour le saut en hauteur)
5 chevaux d'arçon à poignées
5 chevaux d'arçon sans poignées
5 jeux de barres parallèles (symétriques et asymétriques)
100 ballons de basket
100 ballons de handball
100 ballons de volleyball
100 ballons de football
500 paires de chaussures de sport (pour les enfants des écoles)
100 medicine-balls
5 barres fixes
5 paires d'anneaux, avec cordes
10 tremplins
10 mini-tremplins
5 trampolines
5 poids

Pièce jointe No 2

Equipement pour les postes sanitaires, les centres de santé,
urbains, ruraux et de district à Sao Tomé-et-Principe

Les articles énumérés ci-dessous seront nécessaires pour les installations sanitaires à créer, dont voici le nombre :

- A. 15 postes sanitaires
- B. 8 centres de santé urbains
- C. 11 centres de santé ruraux
- D. 3 centres de santé de district

Le nombre d'articles indiqué correspond à la dotation nécessaire pour chaque poste ou centre sanitaire.

A. Poste sanitaire

1. Salle d'attente : à meubler avec les ressources locales

2. Salle de soins :

- 1 table d'examen
- 1 escabeau à 3 marches
- 1 table de travail
- 1 table à pansements, avec dessus de verre
- 1 seau (à pédale)
- 1 fauteuil de métal
- 1 autoclave électrique
- 1 lampe électrique
- 2 boîtes à gants stérilisés
- 2 boîtes à pansements stérilisés
- 1 chariot pour soins et préparations
- 1 armoire munie de plusieurs tiroirs
- 1 jeu de plateaux circulaires, de dimension diverse
- 1 jeu de sondes en caoutchouc, de dimension diverse
- 1 réfrigérateur (contenance : environ 1/2m³)
- 1 stéthoscope
- 1 sphymomanomètre
- 1 armoire à pharmacie, face antérieure en verre
- 1 trousse de petits instruments chirurgicaux

3. Cabinet du médecin : dispensaire

- 1 table d'examen
- 1 bureau
- 3 chaises (dont une plus grande)
- 1 fichier
- 1 armoire à pharmacie, face antérieure en verre

/...

- 1 lampe orientable
- 1 dispositif d'éclairage (pour examen de radios)
- 1 trousse de diagnostic

4. Salle des agents sanitaires

- 3 bureaux
- 12 chaises
- 1 tableau noir
- 1 placard

5. Cuisine de démonstration

- 1 jeu d'ustensiles de cuisine
- 2 cylindres à gaz
- 1 réchaud à gaz

6. Matériel médical

- 1/2 douzaine de seringues à insuline
- 1 douzaine de seringues de 3 cc, 5 cc, 10 cc et 20 cc
- 2 douzaines d'aiguilles hypodermiques
- 2 douzaines d'aiguilles intramusculaires
- 2 douzaines d'aiguilles intraveineuses
- 1 douzaine de gants de caoutchouc (de diverses tailles)
- 2 réfrigérateurs (portatifs)
- 1 balance pour adultes (à plateau)
- 1 balance pour nourrissons
- 1 toise pour nourrissons
- 1 stéthoscope Pinard
- 1 pelvimètre
- 1 projecteur avec diapositives, films, flanelgram et matériel audio-visuel
- 1/2 douzaine de pinces "Anillo"
- 1/2 douzaine de pinces (pour pansements en gaze)
- 1/2 douzaine de pinces "Kocker"
- 1/2 douzaine de ciseaux droits
- 1/2 douzaine de ciseaux courbes

B. Centre de santé urbain

I. Matériel

Les mêmes articles que pour un poste sanitaire, plus :

- 1 salle de consultation de pédiatrie; la même que dans un dispensaire

/...

1 salle de consultation gynécologique avec :

1 table d'examen gynécologique et un matériel complet d'accouchement

1 salle de chirurgie dentaire avec :

1 bloc dentaire électrique portatif, ainsi que les accessoires
indispensables pour 40 traitements par séance

1 salle de service administratif avec :

1 table
2 chaises
1 fichier
1 lampe de bureau
1 bibliothèque

II. Matériel médical

Les mêmes articles que pour un poste sanitaire, et en outre :

12 speculums vaginaux

1 jeu de petit matériel chirurgical dans une trousse pliante

C. Centre de santé rural

I. Matériel

a) Service des malades non hospitalisés

Le même équipement que pour un centre de santé urbain

b) Service des malades hospitalisés

1) Salles d'hôpital

20 lits d'hôpitaux, avec tout leur trousseau
20 tables de nuit
5 berceaux, avec tout leur trousseau

2) Service d'accouchement

2 lits d'hôpitaux, avec tout leur trousseau
2 tables de nuit
1 lit d'accouchement

/...

3) Salle de traitement

Même équipement que pour les postes sanitaires.

4) Chambre de l'infirmière de garde

1 lit, avec tout son trousseau
1 table de nuit
1 armoire
1 lampe de bureau
2 chaises

5) Service administratif

1 table
2 chaises
1 fichier
1 lampe de bureau
1 bibliothèque

6) Réfectoire

Mobilier et matériel, notamment couverts en acier inoxydable, assiettes et serviettes pour 12 personnes

7) Cuisine

1 cuisine, équipée pour servir jusqu'à 30 personnes (malades et personnel)

8) Buanderie

Équipée pour laver jusqu'à 50 kg de linge et de vêtements par jour.

En outre : 1 ambulance si le réseau d'ambulances reliées par radio ne fonctionne pas.

II. Matériel médical

Même équipement que pour les centres de santé urbains, mais en plus grande quantité.

D. Centre de santé de district

Même équipement que pour un centre de santé rural, plus :

/...

- 1) Matériel de laboratoire indispensable pour procéder aux examens courants, tels que :
 - Examens du sang
 - Détermination des groupes sanguins
 - Coagulation du sang
 - Examens biochimiques (urée et glycémie)
 - Examen des fonctions du foie
 - Activités des enzymes
 - Examens de l'urine
 - Examens des selles
- 2) Radiologie
 - 1 fluoroscope vertical
- 3) Salle des archives médicales et des fiches individuelles de malades
 - 3 fichiers
 - 1 bureau
 - 2 chaises
- 4) Véhicules^x
 - 1 véhicule à 4 roues motrices (pour les visites à domicile)
 - 1 cyclomoteur

^x En admettant que le réseau d'ambulances reliées par radio fonctionne : autrement, ajouter une ambulance à 4 roues motrices et un cyclomoteur.

Pièce jointe No 3

Revues et ouvrages médicaux demandés pour
Sao Tomé-et-Principe

Revues médicales

Techniques hospitalières
L'infirmière canadienne
Clinicas de Enfermeira de Norte America
Revista Brasileira De Enfermagem
La Presse médicale
Revue du Praticien
Annales de chirurgie infantile
Journal de chirurgie
Journal of Bone and Joint Surgery
Nouvelle revue française d'hématologie
Arch. Franc. de Pédiatrie
Clinica Medica Nortamericana
Revista Clinica Espanhola
Revista Cubana - Medicina
- Cirurgia
- Pediatria
Ortopaedic Clinical and Related Research
American Journal of Tropical Medicine
Surgical Clinic of North America
Medical Clinic of North America
Pediatric Clinic of North America
Pediatric Surgical Clinic of North America

Ouvrages médicaux

Tratado De Pediatria - Nelson
Pédiatrie - Debré.Lelong
Terapeutica - Conn
Medicina Interna - Harrison
Enfermedades del Aparato Genital Feminino - Botella
Tratado de Psiquiatria - El. Henry Bernard Brisset
Principal pharmacopias in international use.
